



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Numéro 9

Octobre – Novembre 2018

**Gouvernance climatique au Bénin : la sécurité alimentaire
à l'épreuve du changement climatique**

**Climate Governance in Benin: food security to
climate change proof**

Dr Yvette Onibon Doubogan,

Enseignante chercheure, Maître de conférences, Département de Sociologie-Anthropologie,
Université de Parakou, Bénin,

Email : yvette.onibon@gmail.com

Dr Djaoudath Alidou Dramane,

Enseignante chercheur, Maître assistant, Institut Universitaire de Technologie, Université de
Parakou, Bénin,

Email : djaoudath@yahoo.fr

Dr Julien Hadonou,

Enseignant chercheur, Maître assistant, Département de Sociologie-Anthropologie, Université
de Parakou, Bénin,

Email : julienhadonou@gmail.com

Résumé

Cette recherche tente d'appréhender l'importance de la gouvernance climatique dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique au Bénin. Le matériau méthodologique mobilisé est essentiellement descriptif et analytique. La recherche s'appuie sur des données issues de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain réalisées principalement au Bénin à partir d'entretiens individuels approfondis et de groupe et d'observation directe. La triangulation des données montre que le changement climatique est un phénomène complexe, multidimensionnel (environnemental, social, politique et économique) et holistique. La baisse, l'irrégularité et les fortes précipitations tout comme la hausse des températures constituent des manifestations du changement climatique qui menacent le secteur agricole et favorisent l'insécurité alimentaire. La nécessité de la mise en œuvre d'une gouvernance climatique commune et concertée capable de favoriser le développement d'une agriculture durable s'impose afin de garantir la sécurité alimentaire des populations africaines.

Mots clés : gouvernance climatique, sécurité alimentaire, changement climatique, adaptation, Bénin.

Abstract

This research attempts to understand the importance of the climatic governance in the fight against food insecurity in a context of climate change in Benin. The methodological material mobilized is essentially descriptive and analytical. The research is based on data from desk research and field surveys conducted mainly in Benin from in-depth individual and group interviews and direct observation. The triangulation of the data shows that the climate change is a complex, multidimensional (environmental, social, political and economic) and holistic phenomenon. Decline, irregularity and heavy rainfall as well as rising temperatures are manifestations of climate change that threaten the agricultural sector and promote food insecurity. The need for the implementation of a common and concerted climate governance for capable of favoring the development of a sustainable agriculture is essential in order to guarantee the food security of the African populations.

Keywords: climatic governance, food safety, climate change, adaptation, Africa.

Introduction

Le changement climatique est devenu une préoccupation mondiale, en particulier pour les agriculteurs africains qui luttent pour faire face à l'évolution des températures et des précipitations, à l'augmentation des sécheresses et des risques d'inondation (GIEC 2014). L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux effets du changement et de la variabilité climatiques (GIEC, 2007). La situation du continent est aggravée par l'interaction de nombreux stress et la faiblesse des capacités d'adaptation aux nouvelles conditions climatiques. Le changement climatique influence indéniablement les habitudes et la qualité de vie de l'homme. Il constitue une menace potentielle pour le développement des pays africains. Il met en péril la sécurité hydrique, la stabilité politique, sociale et économique, les moyens de subsistance et les paysages. Le changement climatique affecte particulièrement la sécurité alimentaire de l'Afrique, limite l'accès à l'énergie et entrave le développement social et la croissance économique du continent.

Le changement climatique constitue donc un phénomène multidimensionnel qui compromet le développement durable de l'Afrique. C'est d'ailleurs pourquoi, l'approche de l'ASC présentée par la FAO à la Conférence de La Haye sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique en 2010, intègre les trois dimensions du développement durable (économique, social et environnemental) et se compose de trois piliers principaux : augmenter durablement la productivité et les revenus agricoles, adapter et renforcer la résilience au changement climatique et réduire et/ou éliminer, si possible, les émissions de gaz à effet de serre (FAO 2013). La mise en œuvre de cette approche nécessite un engagement des autorités politico-administratives pour développer les conditions techniques, politiques et d'investissement qui visent à réaliser un développement agricole durable pour la sécurité alimentaire dans le cadre du changement climatique.

L'enjeu est vital car les décisions d'aujourd'hui en matière de prévention, d'atténuation et d'adaptation pour améliorer la résilience des communautés face à la variabilité climatique, déterminent les conditions de vie des générations futures. Le développement de politiques pour faire face aux changements climatiques n'est donc plus une option, mais une nécessité, surtout pour les pays africains, considérés comme étant les plus vulnérables (Alidou et Dramane, 2017). L'investissement humain, financier, politique, déployé autour de cette gouvernance est immense. Pourtant, le bilan est très maigre notamment en termes de dégradation de l'environnement et d'atténuation du changement climatique. Une telle situation traduit une disjonction entre la réalité du monde et la réalité d'une négociation climatique commune caractérisée par son immobilisme sans prise sur le réel, malgré le

discours scientifique alarmiste qui accentue l'impératif d'une action centralisée globale des Etats (Dahan, 2015).

Dès lors, il importe de tendre vers la construction sociale d'une solution en vue d'optimiser la contribution de tous les acteurs afin d'effectuer ces changements structurels nécessaires. En ce sens, le rôle du politique est d'aller chercher le consensus par rapport aux solutions multipartites, car l'environnement n'est plus seulement le problème des environnementalistes, c'est également le problème des acteurs économiques et sociaux (Bigras, 2009). La gouvernance climatique apparaît donc comme un enjeu pour l'agriculture africaine actuellement au centre de trois des grands défis du 21^{ème} siècle : la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci, dans un contexte de raréfaction de ressources telles que l'eau, l'énergie et les terres (Boto et *al.* 2012).

De nombreuses études ont été réalisées sur les différents aspects du changement climatique, mais rares sont celles qui se sont intéressées à la gouvernance climatique comme un enjeu de la sécurité alimentaire des pays africains. C'est pourquoi cette recherche se propose de répondre à la question de recherche suivante : comment la gouvernance climatique mise en œuvre en Afrique et plus particulièrement au Bénin contribue-t-elle à résorber la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique ?

1. Matériel et méthodes

Le matériau méthodologique mobilisé est essentiellement descriptif et analytique. Cette posture méthodologique offre l'avantage d'une part de décrire les manifestations du changement climatique et leurs implications sur la sécurité alimentaire chez les populations. D'autre part, elle permet d'analyser l'importance de la gouvernance climatique dans la lutte contre la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique.

Compte tenu de la nature fondamentalement qualitative de la recherche, la constitution de l'échantillon s'est faite suivant le principe de saturation des informations. Au total, 43 personnes principalement au Bénin ont été approchées par choix raisonné compte tenu de leurs connaissances empiriques des changements climatiques, de la gouvernance climatique ou encore des défis de la sécurité alimentaire. Elles sont composées : des agriculteurs ; des femmes ; des cadres du Ministère de l'agriculture et de de l'élevage et de la pêche et du Ministère du cadre de vie et du développement durable et des responsables d'ONG impliquées dans la lutte contre le changement climatique et la sécurité alimentaire. Les agriculteurs sont sélectionnés pour comprendre comment ils sont affectés par le changement climatique, les stratégies endogènes et institutionnelles d'atténuation et d'adaptation mises en œuvre ainsi que l'influence du changement climatique sur la productivité agricole et par

ricochet sur la sécurité alimentaire. Principales responsables de la cuisson des aliments dans les ménages, les femmes sont particulièrement retenues pour appréhender l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique. Quant aux cadres de la Direction Générale chargée des Changements Climatiques (DGCC) du Ministère du cadre de vie et du développement durable, ils sont interviewés pour cerner la politique environnementale du Bénin, le mode de gouvernance climatique adopté ainsi que les manifestations du changement climatique dans le contexte particulier du pays. En outre, pour les cadres Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, ils ont particulièrement permis de cerner les défis de l'agriculture dans un contexte de changement climatique, les modes d'adaptation à adopter pour une agriculture durable capable de garantir la sécurité alimentaire pour les populations. Enfin, les responsables des ONG ont renseigné sur les actions spécifiques mises en œuvre sur le terrain pour lutter contre le changement climatique et contre l'insécurité alimentaire. La technique de l'itinéraire a permis d'identifier les unités de chaque groupe cible identifiées principalement dans quatre des douze départements que compte le Bénin (Alibori, Atacora, Borgou et Couffo) compte tenu de leur vulnérabilité au changement climatique et/ou à l'insécurité alimentaire ou de la présence d'institutions. Au niveau de chaque commune, deux localités ont été sélectionnées compte tenu de leur vulnérabilité au changement climatique et à la sécurité alimentaire. Ainsi, les localités de Boukombé, Matéri (Atacora), Ségbana et Karimama (Alibori), Kalalé, Sinendé (Borgou) et Toviklin, Aplahoué (Couffo) sont retenues.

La recherche s'appuie sur des données issues de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain réalisées à partir d'entretiens individuels approfondis et de groupe et d'observation directe. La mobilisation de ces techniques qualitatives de recueil des données a permis de saisir des données de « premières mains » et d'être donc plus près de la réalité étudiée. L'analyse de contenu des discours a permis le traitement des informations. L'approche ethnologique des représentations et des pratiques et représentation de la nature et de l'environnement de Percot et Delavigne (2005) a été le modèle d'analyse adopté. Il a permis de comprendre que la gouvernance climatique n'est pas le simple reflet des prescriptions institutionnelles, mais qu'elle est aussi faite de codes implicites et de constructions sociales dont la prise en compte peut permettre de mieux appréhender les effets du changement climatique sur la sécurité.

2. Principaux résultats et discussion

2.1. *Gouvernance environnementale en matière de gestion des défis climatiques au Bénin*

L'ampleur et la fréquence des événements climatiques dévastateurs qui ravagent la terre confirment bien que les changements climatiques constituent une préoccupation d'actualité et que des solutions urgentes doivent être trouvées pour éviter l'émergence de flux migratoires climatiques. Selon le Rapport Stern (2007), les dommages physiques et écologiques associés aux changements climatiques affectent l'accès aux ressources naturelles essentielles et par conséquent les différentes composantes du capital productif. Ils ont un effet dépressif sur la croissance économique avec une plus grande vulnérabilité des populations pauvres. En incidence cumulée, cet effet négatif sur la croissance pourrait au moins doubler le niveau des dommages climatiques directs (Godard, 2007).

La gestion des changements climatiques, phénomène complexe et systémique aux ramifications multidimensionnelles, nécessite donc la mise en œuvre d'une gouvernance climatique régionale voire internationale commune et durable. Dans cette perspective, le Bénin a adhéré à la politique climatique mondiale afin d'éviter les perspectives catastrophiques annoncées par les chercheurs, notamment ceux du Groupe d'Expert Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). Au plan international, le Bénin a ratifié de nombreux accords multilatéraux sur l'environnement ou plus spécifiquement sur les changements climatiques. C'est le cas par exemple de :

- l'accord de Paris : dont l'objectif principal est de renforcer la réponse globale à la menace du changement climatique, dans un contexte de développement durable et de lutte contre la pauvreté ;
- la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques : qui vise à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique
- la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNU LCD) : dont l'objectif principal est de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse.
- ou encore du Protocole de Kyoto : qui a mis un accent particulier sur les objectifs de réduction des Gaz à effet de serre.

Au plan régional, plusieurs instruments juridiques ont également été adopté au nombre desquels on peut citer la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles dont l'article 2 décrit le principe fondamental ainsi qu'il suit :

« Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation, l'utilisation et le développement des sols, des eaux, de la flore et des ressources en faune en se fondant sur des principes scientifiques et en prenant en considération les intérêts majeurs de la population ».

Au plan national, la gestion des changements climatiques trouve son ancrage juridique dans la Constitution 11 décembre 1990 dont l'article 27 dispose « Toute personne a droit à un environnement sain, satisfaisant et durable et a le devoir de le défendre. L'Etat veille à la protection de l'environnement ». Le Bénin dispose de plusieurs autres instruments juridiques dont le principal est la Loi n°98-030 portant loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin.

Toutefois, ces dispositifs n'ont souvent pas été accompagnés par des cadres heuristiques de mise en œuvre, encore moins par des initiatives visant à intégrer les changements climatiques dans les politiques de développement de manière intégrée et durable (Alidou et Dramane, 2017).

Au plan institutionnel, outre le Ministère du cadre de vie et du développement durable qui assure la coordination de la mise en œuvre des conventions et des accords sur l'environnement, les questions de changements climatiques relèvent également du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ; du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines ; et du Ministre de la Prospective du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale. De façon spécifique, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) en partenariat avec le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a mis en œuvre en 2014 pour une durée de cinq le projet d'Adaptation de l'agriculture au changement climatique (PACC) par dans le but d'améliorer la résilience des systèmes agropastoraux et des exploitations agricoles des bassins versants face au changement climatique.

Tous ces dispositifs nationaux, régionaux et internationaux visent à impulser des politiques d'adaptation et de résilience aux changements climatiques et de forger une nouvelle voie de développement plus durable et équitable. Dans cette dynamique, il est nécessaire qu'émerge, et se consolide, un leadership africain fort et visionnaire (Pomerleau, 2009). Un leadership de rupture qui ne saurait s'affirmer sans se démarquer de la dépendance historique vis-à-vis d'agences extérieures et de partenaires bilatéraux pour mieux prendre en compte les intérêts des populations africaines dans l'établissement des programmes de développement (LEAD 2009).

2.2. Changement climatique, une menace à la sécurité alimentaire au Bénin

Plusieurs traits spécifiques caractérisent le changement climatique. Il s'agit ici d'appréhender l'influence de la baisse, de l'irrégularité des précipitations et de la hausse des températures sur la sécurité alimentaire dans le contexte particulier du Bénin.

2.2.1. Production agricole et sécurité alimentaire dans un contexte de baisse et d'irrégularité des précipitations au Bénin

L'agriculture constitue la principale activité économique du Bénin avec une contribution de près de 37% au Produit Intérieur Brut (INSAE, 2013). Ces dernières années, la production agricole du Bénin a connu une importante hausse. La production du riz est passée de 150 604 tonnes en 2009 à 261 449 tonnes en 2013. Dans la même période, la production de l'igname a excédé la barre de 3 000 000 tonnes passant de 2 373 799 tonnes à 3 383 562 tonnes. Quant à la production des cultures maraîchères, elle a triplé évoluant de 284 080 tonnes en 2009 à 954 087 tonnes en 2013. Le tableau 1 présente l'évolution des treize filières porteuses de l'agriculture entre 2009 et 2013.

Tableau 1 : Système d'information sur les treize filières porteuses de l'agriculture au Bénin entre 2009 et 2013

Filières	2009	2010	2011	2012	2013
Maïs	1 205 200	1 012 630	1 165 957	1 174 563	1 572 671
Riz	150 604	124 975	219 626	219 101	261 449
Manioc	3 996 422	3 444 950	3 645 924	3 295 785	4 066 596
Igname	2 373 799	2 624 011	2 734 861	2 739 088	3 383 562
Coton	166 142	136 958	265 178	240 028	464 107
Ananas	222 222	266 041	246 702	375 636	467 251
Anacarde	ND	102 137	162 986	ND	24 296
Palmier à huile	ND	320 000	388 830	70 449	74 980
Cultures maraîchères	284 080	304 205	282 602	712 812	954 087
Viande (bovins, ovins, caprins, volailles, lapins, porcins, aulacodes)	57 967	60 032	61 646	63 277	ND
Lait	96 807	99 334	101 959	104 576	107 310
Œufs (Traditionnel + moderne)	11 104	9 851	10 664	11 551	ND
Poissons/crevettes	39 810	40 757	38 702	40 363	42 414

Source : réalisé à partir des statistiques agricoles du Bénin, 2016

La croissance significative de la production agricole qui découle de la lecture du tableau 1 contraste pourtant avec les défis climatiques auxquels doit faire face l'agriculture au Bénin. L'analyse de la variabilité interannuelle des précipitations confirme bien ce point de vue, car elle révèle une constante baisse des précipitations comprises entre 11 et 28%, avec une

accentuation dans la région septentrionale du pays. Les travaux de Boko et *al.* relèvent entre 1951 et 2010, trois anomalies sur une saison :

- une forte concentration des pluies sur une courte période, occasionnant des perturbations pour la plupart des activités humaines ;
- une brusque interruption des pluies intervenant au cœur de la saison des pluies ;
- une inexistence pour certaines années, d'une démarcation nette entre les deux saisons pluvieuses dans le sud du pays (cas de l'année 2010), ce qui accroît le phénomène d'inondations (Boko et *al.* 2012).

Cette variabilité climatique n'est pas sans conséquence sur l'agriculture. L'irrégularité des précipitations provoque une perturbation du calendrier des activités agricoles, dont les semis sont parfois retardés de deux mois dans la région septentrionale. La non maîtrise de la variabilité climatique par les agriculteurs est à l'origine d'importantes baisses de la production agricole et par ricochet de l'insécurité alimentaire. Les travaux de Vodonou et Onibon Doubogan (2016) réalisés dans le nord-Bénin confirment ce point de vue. Leurs résultats montrent que l'indicateur d'impact des changements climatiques sur l'agriculture le plus prépondérant déclaré par les producteurs est l'insécurité alimentaire qui constitue la conséquence du bouleversement des dates de semis et de la baisse de rendement. Malheureusement, les institutions en charge de l'agriculture dans les différents Etats africains n'intègrent presque pas la mobilité des phénomènes climatiques dans leurs projections. Ce qui pourrait pourtant permettre d'élaborer de nouveaux calendriers agricoles à l'usage des agriculteurs.

Par ailleurs, la baisse de la pluviométrie entraîne une régression drastique de la production agricole. Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) prévoit d'ailleurs une baisse des rendements agricoles en Afrique de l'Ouest, qui pourrait être comprise entre 5 et 20% au Bénin. De même, des pluviométries trop importantes ont des conséquences catastrophiques sur le rendement agricole, car elles détruisent les productions. Par exemple en 2010, les pertes et les dommages enregistrés dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche à la suite des inondations au Bénin ont été estimés à 28 889 100 000 FCFA selon le rapport d'évaluation des besoins post catastrophes des inondations. De plus, l'influence du changement climatique sur la pluviométrie accroît le risque d'insécurité alimentaire déjà préoccupant au Bénin. Selon la deuxième enquête sur les conditions de vie des ménages ruraux, 33% au moins des ménages sont incapables de satisfaire leurs besoins minima alimentaires malgré le niveau élevé des dépenses (70%) sur

leur budget. La prévalence de la malnutrition aigüe au sein des enfants de 06 à 23 mois est de 19%.

En outre, il convient également de préciser que le Bénin reste exposé à la montée du niveau de la mer qui a pour conséquence d'entraîner la perte des territoires notamment dans la commune côtière de Grand-Popo et par ricochet le déclin de l'agriculture. Selon les travaux de Boto et *al.* sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la montée du niveau de la mer devrait affecter 25% de la population humaine mondiale résidant sur les côtes de faible altitude (Boto et *al.*, 2012).

Aussi, il est à noter que les aléas du changement climatique notamment en termes de variabilité des précipitations ont également d'énormes conséquences sur la production animale, source importante de protéines pour les populations. L'irrégularité et la baisse de la pluviométrie éprouvent inévitablement le bétail obligeant les éleveurs à parcourir de longues distances à la recherche de sources d'eau ; tandis que les fortes précipitations sont généralement à l'origine d'énormes pertes de bétail chez les éleveurs. Les ressources halieutiques n'en sont pas moins épargnées en période d'irrégularité des pluies.

Ce triste tableau n'est malheureusement pas prêt à changer. Bien au contraire, des études probabilistes sur l'état futur du climat au Bénin réalisées à partir de différents modèles de prévisions prévoient à l'échelle saisonnière, une diminution des précipitations de mars à mai, ce qui est synonyme d'accroissement de la durée de la saison sèche (Boko et *al. op. cit.*).

2.2.2. Hausse des températures, un défi majeur à l'agriculture et à la sécurité alimentaire

Au Bénin, les températures varient en fonction des régions. Dans la région méridionale, la température moyenne oscille autour de 25°C. Elle augmente progressivement à mesure que l'on quitte le littoral pour la région septentrionale où elle fluctue autour de 35°C. Les prévisions climatiques de Boko et *al.* montrent qu'à l'horizon 2050, le Bénin connaîtra une hausse généralisée des températures, comprise entre 0,9 au Sud-ouest et 1,1°C au Nord-ouest. La Banque Mondiale indique qu'une hausse de température de 2°C (projetée pour 2040) pourrait faire baisser les récoltes de maïs de 5 à 22%, de blé de 10 à 17% et de sorgho de 15 à 17%. La hausse de la température pourrait occasionner selon le GIEC, une augmentation des zones arides et semi-arides de l'Afrique subsaharienne de 60 à 90 millions d'hectares d'ici à 2080 (Boko et *al.*, 2007). Dans cette veine, la Banque Mondiale soutient que d'ici à 2040, la sécheresse et la hausse des températures pourraient entraîner une diminution de 40 à 80% de la superficie de l'Afrique subsaharienne pouvant accueillir des cultures de maïs, de mil ou de sorgho (Banque mondiale, 2013).

Les ravages que peuvent provoquer des conditions climatiques extrêmes sont évidents. L'irrégularité des précipitations et les épisodes de sécheresse prolongés peuvent maintenir un niveau de prix élevé des produits agricoles dans la région du Sahel, compromettant ainsi la possibilité pour les familles de se nourrir et par conséquent leur survie. Par exemple, la famine en Somalie, qui a fait selon les estimations 260.000 morts entre 2010 et 2012, était la conséquence directe d'une grave sécheresse survenue dans la région (IFPRI, 2013).

Aussi est-il nécessaire de préciser que la hausse des températures et les phénomènes extrêmes qu'elle entraîne, comme les sécheresses et les inondations, risquent de mettre en péril les cultures et le bétail sur l'ensemble du continent. Cette somme d'évolutions a déjà été mise en rapport avec la hausse des prix des produits alimentaires, le recul de la sécurité alimentaire et l'aggravation de la malnutrition. Selon le GIEC, jusqu'à 250 millions d'Africains risquent de souffrir d'insécurité alimentaire en conséquence des récoltes insuffisantes, des pertes de bétail et de la pénurie d'eau dues au climat.

2.3. Stratégie africaine pour une meilleure adaptation des Etats au changement climatique dans la perspective d'une sécurité alimentaire durable

La question du changement climatique est une préoccupation majeure et complexe qui doit être appréhendée dans une perspective systémique. Loin d'être une simple question environnementale, le changement climatique a aussi des ramifications sociale, économique et politique. Il s'agit d'une préoccupation globale qui mérite que l'on s'interroge sur l'organisation de la gouvernance au climat étant donné que le système international est structuré autour d'Etats-nations souverains, que certains Etats contribuent infiniment plus au problème que d'autres et qu'il n'y a pas d'instance internationale à imposer une solution (Aykut, 2012).

La politique climatique de l'Afrique se réfère à une directive globale qui vise à renforcer les capacités d'adaptation et la résilience des Etats. Elle poursuit un développement sobre en carbone dicté par les principes de l'économie verte, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Cette politique oriente la gouvernance, les systèmes de connaissances, la planification et les structures régionales/nationales ou internationales pour traiter le changement climatique comme un impératif de développement. La capacité d'adaptation dépend donc des politiques et stratégies mises en œuvre pour répondre aux besoins et pour améliorer la résilience des systèmes et groupes les plus vulnérables de la société (Masego 2010).

C'est pourquoi la gouvernance du changement climatique fait référence au fonctionnement du pouvoir et de l'autorité, des institutions formelles des gouvernements afin de minimiser les

impacts du changement climatique. Au cours des dernières années, l'Afrique a créé des institutions et programmes connexes avec le but ultime de forger un continent qui fonctionne comme une équipe et parle d'une seule voix pour faire face aux impacts du changement climatique à tous les niveaux. Parmi ces instances, on peut citer le Groupe africain de négociateurs et du Protocole de Kyoto (AGN), 1992 ; les Communautés Economiques régionales (CERs), 1994 ; le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), 2001 ; la Surveillance africaine de l'environnement pour un développement durable (AMESD), 2007 ; et l'instance de Prévention de risques climatiques en Afrique (ARC), Union Africaine, 2014. Les conférences et les réunions sur les négociations internationales sur le changement climatique ont souvent été des opportunités pour le continent africain d'adopter sous l'égide du Comité des Chefs d'Etat et de gouvernement une position commune sur l'atténuation au changement climatique, les mesures de riposte et l'économie verte (Rapport de la conférence ministérielle africaine sur l'environnement, 2014). De manière plus spécifique, la stratégie commune africaine élaborée s'appuie sur quatre piliers thématiques à savoir :

- la promotion de la gouvernance du changement climatique ;
- la prise en compte et l'intégration des impératifs du changement climatique dans la planification, la budgétisation et les processus de développement au niveau régional et national ;
- la promotion de la recherche, l'éducation, la sensibilisation et la vulgarisation par rapport au changement climatique ;
- la promotion de la coopération nationale, régionale et internationale axées sur le changement climatique.

Dans le but d'opérationnaliser cette stratégie, les principales parties prenantes (l'Union Africaine, les Etats Membres, les Communautés Economiques Régionales, les Agences des Nations Unies, le secteur privé, les sociétés civiles, les ONG et les organisations communautaires, confessionnelles et les associations médiatiques) se voient attribuer des rôles et des responsabilités spécifiques pour promouvoir l'information et partager les meilleures pratiques de lutte contre les impacts du changement climatique et profiter des opportunités qui s'offrent dans le domaine.

La mise en œuvre de cette gouvernance climatique en Afrique vise à promouvoir une meilleure adaptation des Etats au changement climatique. A titre d'exemple, dans le secteur agricole, plusieurs pays ont adopté des stratégies de résilience pour faire face aux impacts du changement climatique. Selon le Réseau international environnement et développement du

Tiers-monde, ces stratégies sont entre autre axées sur : la diversification des cultures ; l'enrayement de la culture sur brûlis ; la diffusion de variétés améliorées adaptées à l'environnement (Sénégal, Bénin, Mali) ; la promotion de techniques de récolte et de conservation des eaux de ruissellement dans les régions sujettes à la sécheresse (Niger, Burkina-Faso, Sénégal et Mali) ; le contrôle de l'érosion comme solutions pour la perte de terres arables, le déracinement des cultures et des arbres, la pénurie d'eau et l'inaccessibilité des villages (ENDA Sénégal, 2008).

Cependant, l'efficacité de l'adaptation au changement climatique ne peut se faire en marge d'un cadre politique cohérent. Dans cette veine, plusieurs pays africains se sont engagés dans un processus complet de planification de l'adaptation au changement climatique, souvent organisé autour des Programmes d'Action Nationaux aux fins de l'Adaptation (PANA) et/ou des Stratégies Nationales d'Adaptation au Changement Climatique (SNACC). C'est notamment le cas du Nigéria et du Zimbabwe qui ne disposent pas de programmes et de stratégies de ce type. En l'absence de tels programmes, la question de l'adaptation est abordée moyennant une surabondance de politiques morcelées en matière d'environnement et de développement (Masego 2010).

Dès lors, les stratégies d'atténuation au changement climatique restent inefficaces et on assiste à une accentuation des défis à relever par le secteur de la production agricole. Dans un contexte en constante évolution, il apparaît indispensable de développer la proactivité dans l'adaptation des politiques de sécurité alimentaire face aux effets du changement climatique en exigeant un « dialogue » permanent avec les politiques de l'eau et des ressources naturelles en général (Global Water Partnership et République française nd.). Sans quoi, comme le démontre le Programme Alimentaire Mondial (PAM), d'ici 2050, le nombre de personnes risquant de souffrir de la faim dans le monde sera 10-20% plus élevé que s'il n'y avait pas de changement climatique. Une grande majorité de ces personnes se trouvera dans les pays en voie de développement, dont 65% en Afrique, selon les estimations (CARE 2011).

Conclusion

Le changement climatique constitue un phénomène multidimensionnel et holistique qui affecte particulièrement le continent africain présenté comme étant l'un des continents les plus vulnérables. A l'échelle mondiale, le changement climatique est devenu une préoccupation majeure dont les ramifications environnementale, sociale, économique, politique en font un défi majeur de développement durable. C'est pourquoi, face à l'impasse environnementale, de nombreuses rencontres internationales ont été initiées afin de trouver des solutions durables à cette crise. Elles ont permis de définir une politique environnementale commune de la résilience au changement climatique qui ne cesse de prendre des ampleurs inquiétantes.

Le changement climatique constitue une menace à la sécurité alimentaire. Il provoque la baisse et l'irrégularité des précipitations. Il est en effet noté une baisse de la pluviométrie de l'ordre de 11 à 28% et des retards de pluies de parfois deux mois surtout dans la région septentrionale du Bénin. Une telle situation influence directement le secteur agricole (qui reste encore essentiellement pluvial) et constitue donc une menace à la sécurité alimentaire des populations. Par ailleurs, le changement climatique se traduit également par une hausse des températures qui occasionnent une réduction des terrains cultivables et une baisse drastique de la productivité agricole. L'avenir des populations se trouve menacer.

Pour une meilleure résilience aux effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire, une stratégie commune à l'Afrique a été adoptée. Elle insiste sur la responsabilisation sociale afin de mettre en place une gouvernance climatique soucieuse d'assurer la sécurité alimentaire aux populations dans un contexte de changement climatique. Dans ce sens des structures comme les Programmes d'Action Nationaux aux fins de l'Adaptation (PANA) et/ou des Stratégies Nationales d'Adaptation au Changement Climatique (SNACC) ont été créées dans plusieurs pays comme le Bénin pour mieux planifier et mettre en œuvre l'adaptation aux changements climatiques.

Références bibliographiques

- Alidou D. et Dramane G. D. A. (2017). Etat des lieux de la gouvernance climatique en Afrique : synthèse bibliographique. *Annales de l'Université de Parakou*, Série Sciences Naturelles et Agronomiques. Actes du colloque international « Sécurité alimentaire et Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques ». Hors-série n°1, pp. 101-109.
- Aykut S. C. (2012). *Comment gouverner un 'nouveau risque mondial'? La construction du changement climatique comme problème public à l'échelle globale, européenne, en France et en Allemagne*. Sciences de l'environnement. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Français. Consulté le 06 août 2018. <tel-00757106>
- BAD (2013). *Rapport de Préparation du Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)*. Document de travail Expert Socio-économiste.
- Banque Mondiale (2013). *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*. Washington D. C., États-Unis.
- Bigras B. (2009). Gouvernance et environnement : engagement politique, social et économique pour le présent et pour la société de demain. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 6, mis en ligne le 26 novembre 2009, consulté le 03 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/9130>
- Boko M. et al. (2007). Africa, Climate Change 2007 : Impacts, Adaptation and Vulnerability. In Parry M. et al. (dir.). *Contribution of Working Group II, Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press, Cambridge, pp. 433–467.
- Boko M., Kosmowski F. et Vissin E. W. (2012). *Les Enjeux du Changement Climatique au Bénin*. Konrad-Adenauer-Stiftung, Cotonou.
- Boto I., Biasca R. et Brasesco F. (2012). *Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire : approches prouvées et nouveaux investissements*. Briefings de Bruxelles sur le développement rural, n°29. Consulté le 6 août 2018. <http://brusselsbriefngs.net>.
- CARE (2011). *Note de position Care sur le changement climatique. Adaptation et sécurité alimentaire*.
- Dahan A. (2015). La gouvernance climatique onusienne : un cadre à sauvegarder, transformer, ou faire exploser ? *Cités*, n°63, pp.161-174.
- GIEC (2007). *Contribution du Groupe de travail II au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Résumé à l'intention des décideurs*. Genève, Organisation météorologique mondiale, 22 p. [En ligne]. Consulté le 6 août 2018. <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-spm-fr.pdf>
- GIEC (2014). *Changement climatique. Incidences, adaptation et vulnérabilité. Principales conclusions du groupe de travail II. Résumé à l'intention des décideurs, contributions à l'intention du cinquième rapport d'évaluation*.

- Global Water Partnership et République française (nd.). *Changement climatique et Sécurité alimentaire en Afrique Sub-Saharienne : Des diagnostics établis par les pays... à un agenda de solutions concertées*. Consulté le 6 août 2018. <https://www.gwp.org/globalassets/global/activities/news/august-2015/labellisation-cop21-projet-climate-et-agriculture.pdf>.
- Godard O. (2007). Le Rapport Stern sur l'économie du changement climatique était-il une manipulation grossière de la méthodologie économique ? *Revue d'Economie Politique*, vol.117, n°4, pp.475-506.
- Gouvernement de la République du Bénin, Banque mondiale et Système des Nations Unies (2011). *Rapport d'évaluation des besoins post catastrophes des inondations*. Cotonou, Bénin.
- IFPRI (2012). *Global Food Policy Report*. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington D. C.
- LEAD (2009). *Montrer la voie : Un rôle pour les institutions régionales africaines : Pour un leadership africain sur la question des changements climatiques en Afrique*. Dakar, Secrétariat africain de LEAD. [En ligne]. Consulté le 6 août 2009. http://www.leadinafrica.org/PUB/pub_leadtheway.pdf.
- Masego M. (2010). *La gouvernance climatique en Afrique. Stratégies d'adaptation et institutions*. Heinrich Böll Stiftung.
- Parry M., Evans A., Rosegrant M.W. et Wheeler T. (2009). *Climate Change and Hunger: Responding to the Challenge*. Programme Alimentaire Mondial (PAM).
- Percot M. et Delavigne A-E. (2005). *Approche ethnologique des pratiques et représentations de la nature et de l'environnement dans les Mauges*. Rapport commandité par le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE Loire-et-Maug). Consulté le 06 août 2018. <halshs-00009341>.
- Pomerleau J. (2009). *Changements climatiques et sécurité en Afrique*. Essai présenté au Centre Universitaire de Formation en Environnement en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.). Sherbrooke, Québec, Canada.
- *Rapport de la conférence ministérielle africaine sur l'environnement* (2014). AMCEN-15-REF-11.
- Vodounou J. B. K. et Onibon Doubogan Y. (2016). Agriculture paysanne et stratégies d'adaptation au changement climatique au Nord-Bénin. *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 794, mis en ligne le 15 novembre 2016, consulté le 06 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/27836> ; DOI : 10.4000/cybergeo.27836.
- Statistiques agricoles du Bénin (2016). Consulté le 13 septembre 2018, <http://benin.opendataforafrica.org/emcqbqg/statistiques-agricoles-benin>